Les ressources naturelles dans le golfe de Guinée, quels enjeux géopolitiques pour les grandes puissances? Le cas des Etats-Unis

Introduction

La fin de la guerre froide qui intervient au lendemain de l'effondrement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) en 1991, entraîne un profond bouleversement sur l'échiquier international. Le système bipolaire qui caractérisait le monde après la Seconde Guerre mondiale, avait laissé la place, à un monde unipolaire avec l'hyperpuissance américaine. Mais les attentats terroristes contre les Etats-Unis survenus le 11 septembre 2001, avaient manifestement remodelé cette architecture géopolitique mondiale avec un polycentrisme international marqué par l'émergence des nouveaux pôles de puissance. Cette reconfiguration du système international a modifié les orientations de politique étrangère de certaines grandes puissances. Chaque acteur veut s'affirmer sur la scène internationale par la recherche des éléments pouvant contribuer à son statut de puissance. Ainsi, débouchés économiques, contrôle des routes maritimes, accès aux matières premières, domination stratégique, etc., deviennent autant d'éléments recherchés par les grandes puissances et les pays émergents pour s'affirmer sur la scène internationale. Si pendant la guerre froide, les pays d'Asie centrale étaient convoités pour des raisons de propagation idéologique, aujourd'hui les motifs sont plutôt géoéconomiques, car ces pays recèlent d'importants minerais, indispensables à la haute technologie, donc utiles à l'économie mondiale et auxquelles les grandes puissances ont besoin pour entretenir leur croissance. D'autres continents comme l'Afrique ne sont plus perçus comme rempart contre le communisme ou le capitalisme, mais comme des régions géostratégiques en raison non seulement de leur position géographique, mais également de l'abondance de leurs matières premières. La technologie militaire n'a de cesse de faire de progrès. Américains, Chinois, Français, etc. investissent beaucoup d'argent dans l'armement pour être à la hauteur de leurs ambitions. Ils se font de plus en plus la concurrence dans des régions dites géostratégiques, pour affirmer leur suprématie et consolider leurs acquis. Certes, certains pays comme les Etats-Unis demeurent dominants dans le domaine technologique et militaire, mais les puissances économiques et financières émergentes deviennent également des puissances politiques et militaires. Elles accentuent des rivalités à propos des ressources non renouvelables comme les hydrocarbures[1]. Cela dit, depuis la fin de la décennie 1990, l'appétit grandissant des économies émergentes pour les minerais et les hydrocarbures, a changé le regard de beaucoup des pays au sujet de l'Afrique. Cette dernière est maintenant vue sous l'angle des opportunités. Elle est désormais convoitée par les puissances industrielles pour ses ressources (forêts, hydrocarbures, mines, terres arables) et ce pour un marché de plus de 1 milliards de personnes.

Ainsi, parmi les régions africaines qui suscitent beaucoup d'attraits, il y a le golfe de Guinée. Cette région fait l'objet de convoitises de la part des Etats-Unis. L'une des raisons de cette convoitise s'explique par le fait qu'elle regorge d'énormes ressources naturelles telles le manganèse, le cuivre et le coltan. Le golfe de Guinée est devenu pour les pays comme la Chine, le nouvel eldorado en matières premières. Ses richesses du sol et du sous-sol, lui

[1]Philippe Hugon, «les nouveaux acteurs de la coopération en Afrique», in *Revue internationale de développement*, 2010, pp.99-118.

confère une position privilégiée. C'est l'Afrique utile, car c'est dans cette partie où est concentrée la majorité des réserves du pétrole de la partie subsaharienne du continent. A l'exception des deux Soudan et du Tchad, tous les pays producteurs de pétrole de l'Afrique subsaharienne, sont situés dans le golfe de Guinée. Ses matières premières sont des éléments essentiels des relations internationales. Ricardo Soares de Oliveira note dans «Oil and Politics in the Gulf of Guinea»: «*In the context, the Gulf of Guinea is ever more significant to the world's key business and with collapsing states, no industrial production and agricultural commodities of dubious value "usefull" Africa is increasing by confined to her petroleum reserves»*[2].

L'intérêt que le golfe de Guinée a acquis dans les desseins géopolitiques des décideurs américains, a amené ces derniers à le considérer comme une «zone d'intérêt vital»; c'est-à-dire une zone inscrite dans la vision de l'intérêt national qui structure la politique étrangère des Etats-Unis. Cela étant, quels enjeux, les ressources naturelles du golfe de Guinée représentent-elles dans la géopolitique des Etats-Unis? Cependant, écrire sur le golfe de Guinée ne se limite pas seulement à ses enjeux géopolitiques, cela revient aussi à poser le problème de ses limites géographiques. Cela dit, la première partie de cet article sera consacrée aux débats critiques sur les limites géographiques qui existent entre les chercheurs travaillant sur cet espace, afin d'éclairer au mieux notre champ d'analyse. Ensuite, nous identifierons les différentes ressources naturelles dont est pourvue la région, principalement les ressources forestières, pétrolières et minières (coltan, cobalt, etc.) qui font de plus en plus l'objet de convoitises de la part des grandes puissances. Et en troisième partie, nous expliquerons en quoi cette région constitue un enjeu pour les Etats-Unis.

I-Une situation géographiquement complexe

Lorsqu'on aborde une recherche portant sur le golfe de Guinée, préciser les limites géographiques de cette région relève parfois d'une gageure intellectuelle, tant la délimitation varie selon les auteurs. On est parfois tenté de dire qu'il y a probablement autant de définitions qu'il y a d'interlocuteurs. Et la plupart des définitions qui sont formulées, émanent aussi bien des organisations internationales que des chercheurs, notamment africains. Le plus souvent, les acteurs (les Etats, les entreprises, les ONG) se situent entre les deux pour trouver leur délimitation du golfe de Guinée, afin de déterminer l'espace de leurs actions. Les opinions divergent au sujet de la ligne de démarcation du golfe de Guinée. Ce qui a amené Georges Damien Côme Awoumou à noter que, «*le golfe de Guinée est une sous-région dont les contours réels et définitifs sont difficiles à saisir»*[3]. Jean-Pierre Meloupou et Moise Tamekeu Ngoutsop quant à eux considèrent le golfe de Guinée comme «*un espace en définition»*[4].

La question du débat portant sur les limites du golfe de Guinée, résulte de l'interprétation que chacun se fait de l'allure de la courbe de l'océan Atlantique et des dynamiques politiques, institutionnelles et économiques en œuvre dans cette partie du continent. De toutes ces interprétations, il ressort que si certains donnent aux délimitations du golfe de Guinée un sens plus large, d'autres les réduisent à un niveau plus restreint. Toutefois, sur

[2] Ricardo Soares de Oliveira, *Oil and Politics in the Gulf of Guinea*, New York, Columbia University Press, 2007, p.4.

[3] Côme Damien Georges Awoumou, «Le golfe de Guinée face aux convoitises», in *Enjeux,* n°22, janvier-mars 2005, pp.15-20.

[4] Jean-Pierre Meloupou et Moise Tamekeu Ngoutsop, «Piraterie et mécanismes psychosociologiques de défense dans le golfe de Guinée», article accessible dans http://sociologies.revues.org/4155

toutes les définitions qui sont données, il en ressort trois sens: géographique, géopolitique et institutionnel. Par exemple du point de vue géographique, le golfe de Guinée partirait pour certains de la Mauritanie à l'Angola, pour d'autres de la Sierra-Leone à la Namibie, pour d'autres encore du Libéria à l'Angola. Géopolitiquement, il équivaudrait à l'étendue allant de la Côte d'Ivoire à l'Angola, alors qu'institutionnellement, il représenterait l'ensemble des huit pays qui forment la Commission du golfe de Guinée (CGG). C'est-à-dire du Nigeria à l'Angola. Nous sommes donc là en présence d'une pluralité de définitions qui couvrent une réalité très complexe de l'espace à étudier. Les chercheurs en sciences sociales qui travaillent sur cet espace, peinent à cerner les contours de cette zone, au point de penser qu'il est bien périlleux de chercher une vérité absolue sur ses dimensions réelles.

Comme il est souvent conseillé de circonscrire le champ de recherche et de donner les raisons de cette circonscription pour toute étude abordant l'espace golfe de Guinée, afin de ne pas tomber dans l'ambigüité en ce qui concerne ses limites géographiques; pour le présent article, nous nous intéresserons aux limites institutionnelles du golfe de Guinée. C'est-à-dire de l'étendue qui va du Nigeria à l'Angola. Le lecteur serait sans doute tenté de se demander pourquoi avoir limité le champ d'analyse de l'article au niveau des limites institutionnelles alors que vu l'intitulé, le sens géopolitique serait logique. Trois raisons nous ont amené à prendre l'angle institutionnel au détriment de l'angle géopolitique de la région du golfe de Guinée. La première est que dans ses limites géopolitiques, le golfe de Guinée représente douze pays. Ce qui semble épineux. La deuxième est que c'est dans la partie institutionnelle où les investissements et l'action américains sont plus importants et où sévissent les phénomènes que déplorent les Etats-Unis pour leurs intérêts à savoir le terrorisme, la piraterie maritime et le trafic de drogue. La troisième raison est qu'il existe une visibilité institutionnelle de l'étendue du golfe de Guinée qui partirait du Nigeria à l'Angola, avec la Commission du Golfe de Guinée (CGG) qui est une institution régionale créée en 2001, regroupant l'Angola, le Cameroun, le Congo[5], le Gabon, la Guinée Equatoriale, le Nigeria, la République démocratique du Congo et Sao Tomé et Principe. Cette institution est un cadre de concertation, de discussion et de dialogue relatifs aux différends frontaliers qui existent ou pouvant exister entre eux suite à l'exploitation des ressources naturelles. Ce qui revient à dire que l'étendue allant du Nigeria à l'Angola, au regard de son cadre institutionnel, constitue une limite réellement identifiable, différent des limites géographiques et géopolitiques qui ne sont que des simples vues de l'esprit, sans aucune effectivité physique bien déterminée.

Cette étendue de la côte ouest africaine qui va du Nigeria à l'Angola, est très riche en ressources naturelles.

II-Une région riche en ressources naturelles

Le golfe de Guinée est une zone richement pourvue aussi bien en ressources renouvelables qu'en ressources non renouvelables.

Pour ce qui est des ressources renouvelables, le golfe de Guinée compte une riche biodiversité tant en ressources halieutiques que forestières. Par exemple, au niveau des ressources halieutiques, Les eaux du Golfe de Guinée comprennent les langoustes, les

[5] Dans le cadre de cette analyse, nous utiliserons les noms Congo pour désigner la République du Congo et la République démocratique du Congo pour désigner la République démocratique du Congo, afin de marquer la différence officielle entre les deux pays. Les noms tels que Congo-Brazzaville, Congo-Kinshasa ou Zaïre (ancien nom de la République démocratique du Congo), seront utilisés selon le contexte historique.

thonidés, les ressources démersales et les ressources pélagiques. La FAO évalue à 200.000 tonnes pour les espèces démersales et pélagiques, contre 400.000 tonnes pour les espèces thonidés. Au Gabon, le potentiel de capture annuel est d'environ 220.000t/an pour les espèces démersales et semipélagiques; 237.000t/an, pour les espèces pélagiques et 550.000t/an pour les thonidés. Les valeurs de productions halieutiques, toute espèce confondue dans le Golfe de Guinée sont énormes. On les prenant au cas par cas, cela donne les statistiques suivantes: Nigeria (293.823t/moy.an.), Angola (177.403t/moy.an.), Cameroun (55.135t/moy.an.), Gabon (31.475t/moy.an.), Congo (22.500t/moy.an.), République démocratique du Congo (RDC) (5000t/moy.an.), Sao Tomé et Principe (3500t/moy.an.) et Guinée-Equatoriale (2500t/moy.an.). La pêche maritime serait donc une activité cruciale pour les économies des pays du Golfe de Guinée[6].

Quant aux ressources forestières, la région recèle d'énormes quantités de forêt. Cinq[7] des huit pays de la CGG qui font parties du Bassin du Congo, disposent d'importantes couvertures forestières et sont considérés comme des pays majeurs du Bassin du Congo, deuxième massif forestier au monde après l'Amazonie.

Pays du golfe de Guinée	**Taux de couverture forestière en %**
Angola	47
Cameroun	42
Congo	66
Gabon	85
Guinée Equatoriale	58
Nigeria	10
République démocratique du Congo	68
Sao Tomé et Principe	28

Source: Banque mondiale, 2010

A ces ressources renouvelables dont sont pourvues les pays du golfe de Guinée, s'ajoutent les ressources non renouvelables, constituées pour la plupart des minerais et des hydrocarbures.

En effet, de nombreuses recherches ont révélé que la région est riche en potentialités minières. Qu'il s'agisse des minerais solides comme le fer, le cuivre, le zinc, le nickel, l'aluminium, cobalt, coltan, manganèse, etc. ou des terres rares. Les sols et sous-sols des huit pays qui composent la Commission du golfe de Guinée, sont dotés de ces minerais encore peu exploités; si l'on s'en tient aux réserves estimées, c'est notamment le cas du cuivre, du cobalt et du coltan en RDC, de l'aluminium au Cameroun et du manganèse au Gabon.

Outre les minerais que recèlent les sols et sous-sols du golfe de Guinée, les eaux de cet espace sont aussi gorgées de gaz et de pétrole.

[6] Jonathan Ndoutoume Ngome, «Terrorisme et piraterie: quelle sécurité pour les mers du golfe de Guinée», in Joseph Vincent Ntuda Ebode, *Piraterie et terrorisme, De nouveaux défis sécuritaires en Afrique centrale,* Yaoundé, Friedrich Ebert Stiftung (FES), 2010, pp-159-182.

[7] Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale et République démocratique du Congo. Les pays du Bassin du Congo sont composés des cinq Etats cités plus la République centrafricaine

Les Pays producteurs de pétrole du golfe de Guinée en 2013

Pays	Production/milliers de barils par jour (2013)	Réserves/milliards de barils	Année de première production
Nigeria	2322000	37,2	1968
Angola	1801000	13,5	1959
Guinée Équatoriale	311000	1,9	1993
République du Congo	281000	1,7	1972
Gabon	237000	3,7	1957
Cameroun	63000	0,5	1976
RD Congo	20000	0,5	1976
Sao Tomé et Principe	ND	ND	ND

Source: Jeune Afrique n°2819 du 18 au 24 janvier 2015, p. 26

C'est au regard donc de toutes ces ressources naturelles que la région du golfe de Guinée représente un enjeu pour les grandes puissances, notamment les Etats-Unis. En effet, la région est riche d'éléments naturels qui sont au cœur de la géopolitique mondiale du XXIe siècle.

III-Une région enjeu pour les Etats-Unis

Les enjeux des Etats-Unis pour le golfe de Guinée peuvent se résumer en trois points: des enjeux économiques, environnementaux et géostratégiques.

Du point de vue économique, le golfe de Guinée intéresse les Etats-Unis à deux niveaux. D'abord, il est considéré par Washington comme une zone d'approvisionnement en pétrole, ensuite il représente en raison de nombreux enjeux mondiaux autour des minerais, un réservoir des minerais stratégiques.

Cela dit, les crises à répétition au Moyen-Orient, la qualité du pétrole du golfe de Guinée, la réduction des coûts de transport et l'attractivité des régimes fiscaux, sont autant des raisons qui poussent les Etats-Unis à s'intéresser à cette région et de la considérer comme une zone importante pour leurs approvisionnements en hydrocarbures.

En effet, les tensions socio-politiques au Moyen-Orient, mettent souvent à mal les intérêts pétroliers des Etats-Unis. Car, les installations pétrolières dans cette région sont régulièrement menacées aux moindres soulèvements de la population. Des tels scénarios ne peuvent que susciter l'intérêt croissant des grandes puissances consommatrices des hydrocarbures[8], en l'occurrence les Etats-Unis, à réfléchir sur des solutions appropriées pouvant pallier des telles éventualités. C'est dans ce contexte que d'autres zones de production, comme le golfe de Guinée, ont trouvé leur place dans la nouvelle géopolitique pétrolière des Etats-Unis[9]. En fait, le golfe de Guinée est aussi riche en pétrole et paradoxalement plus stable que le Moyen-Orient. A la différence du pétrole du Moyen-Orient, celui du golfe de Guinée est largement offshore, loin des côtes et en pleine mer. Cet isolement c'est-à-dire l'éloignement en mer des champs pétroliers par rapport aux centres

[8]Christophe-Alexandre Paillard, «Géopolitique des hydrocarbures. Le Moyen-Orient au cœur des enjeux énergétiques du XXIe siècle», in *Moyen-Orient*, n°08. octobre-décembre 2010, pp.18-23.

[9]Arsène Francoeur Nganga, «Les grands enjeux américains du golfe de Guinée», article accessible sur http://www.lesafriques.com/focus/les-grands-enjeux-americains-du-golfe-de-guinée-3.html?Itemid=308

urbains, les met à l'abri de tout soulèvement populaire. Le pétrole peut donc être exploité et transporté à l'insu des populations. En revanche, celui du Moyen-Orient est surtout onshore, l'exploitation à terre, ce qui est parfois accompagné de destruction des installations par la population en colère ou lors de la répression militaire. Pour faire face à toute éventualité, l'administration Bush avait donc décidé que certaines régions comme le golfe de Guinée, deviennent des points stratégiques importants en ce qui concerne l'approvisionnement américain en hydrocarbures.

A ces crises dans le Moyen-Orient, il y a aussi la qualité qui renforce cet intérêt des Etats-Unis pour le pétrole du golfe de Guinée. C'est un pétrole léger comme le Bonny light, qui fournit des rendements élevés en essence; produit le plus demandé aux Etats-Unis. Car, le pays consomme un quart du pétrole brut utilisé sur la planète et la moitié de l'essence[10]. Doté donc d'une faible teneur en soufre, le brut du golfe de Guinée est relativement facile à extraire et à transporter. Cette qualité du pétrole du golfe de Guinée était confirmée dans le Report of the National Energy Policy Development Group de may 2001 dans lequel il est noté, «*African oil tends to be of high quality and low in sulfur, making it suitable for stringent refined product requirements, and giving it a growing market share for refining centers on the East Coast of the United States*»[11].

Pour ce qui est de la réduction des coûts de transport comme autre motivation pétrolière américaine à la région du golfe de Guinée, cela s'explique par le fait que les voies d'acheminement des hydrocarbures vers les Etats-Unis sont directes, plus courtes, sans détours, réduisant ainsi les coûts de transports, donc de production. La proximité des gisements avec les Etats-Unis est-elle que, une semaine suffit à un supertanker pour relier le golfe de Guinée à New York[12]. Ce qui réduit de 8 dollars par baril le coût de transport et d'assurance[13]. Cette réduction de coûts permet aux investisseurs américains du secteur pétrolier, de réaliser d'importants bénéfices dans cette région. Alors que l'acheminement du brut du Moyen-Orient vers les Etats-Unis prend plusieurs semaines avec un détour par le Cap de Bonne-Espérance au sud de l'Afrique ou via le canal de Suez. Ce qui accroît significativement les coûts de transports.

Aussi, pour les investisseurs américains, la région du golfe de Guinée est fiscalement plus attractive que les autres régions pétrolières du monde. Car les régimes contractuels et fiscaux en place dans la plupart des Etats de la région, sont particulièrement incitatifs pour les compagnies pétrolières privées. Etant donné que les gouvernements de ces pays du fait des difficultés financières auxquelles ils sont souvent confrontés, ont tendance à assouplir les législations et les régimes fiscaux applicables aux compagnies pétrolières étrangères. Par ailleurs, une grande partie du pétrole du golfe de Guinée qui est offshore, est enfouie à de grosses profondeurs allant de 200 à 3000 m. Cette situation exige des investissements considérables et une maîtrise de la technologie que n'ont pas les entreprises nationales, obligeant les Etats à recourir à des sociétés étrangères[14].

Ce sont donc toutes ces raisons qui justifient l'intérêt des Etats-Unis pour le pétrole de cette partie du continent. Voilà pourquoi en 2002, les Etats-Unis avaient décidé que les

---

[10]Lafargue François, «Etats-Unis, Inde, Chine: rivalités pétrolières en Afrique», in *Afrique contemporaine*, vol 4, n°216, 2005, pp. 43-56.

[11] Report of the National Energy Policy Development Group may 2001

[12] Lafargue François, *op.cit*., pp. 43-56.

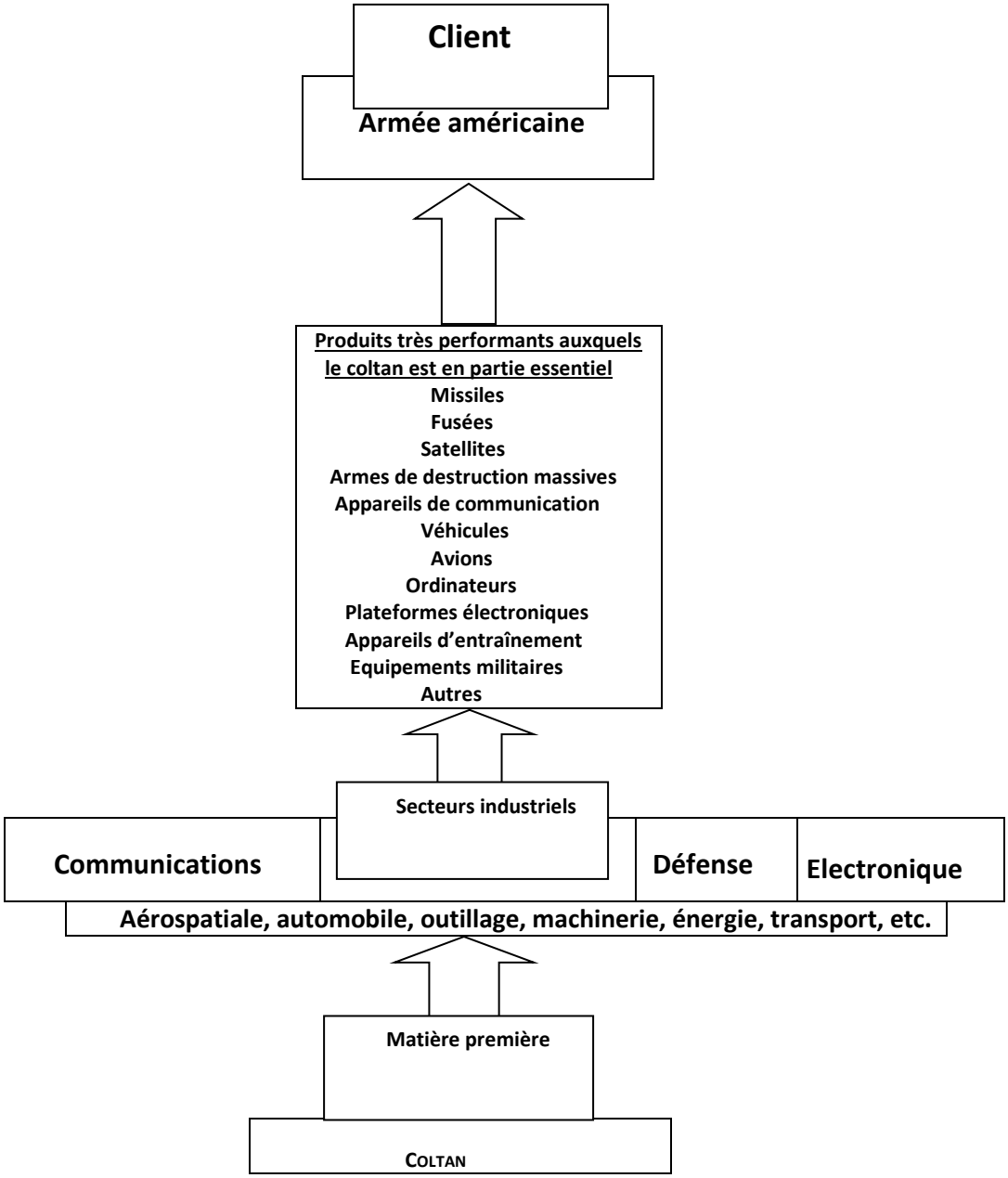
[13] Jean-Marie Bohou, *Géopolitique et projection de puissance du Brésil au XXIe siècle*, Paris, l'Harmattan, 2012, p.329.

[14] Tanguy Struye de Swielande, La Chine et les grandes puissances en Afrique, Louvain-la-Neuve, Presses Universitaires de Louvain, 2010, p.97.

importations américaines en pétrole dans le golfe de Guinée, passe de 15 à 25% en 2015. Et en 2005 déjà, les importations en provenance de cette zone soit 34%, étaient largement au-dessus des objectifs fixés pour 2015.
Toutefois, l'avènement en 2008 du pétrole de roche mère, improprement appelé pétrole de schiste, sur la scène énergétique mondiale, a soulevé la question de l'indépendance énergétique de certains pays. Le cas des Etats-Unis est à cet égard très significatif. En effet, l'essor colossal de l'exploitation des gaz et pétrole de roche mère américains, notamment dans le Dakota du Nord, est de nature à bouleverser les relations stratégiques mondiales[15]. Car, selon certains experts, la mise en exploitation effective de ces ressources tendrait à contracter la demande américaine, donc a un impact sur le cours du baril. Mais la prudence à ce niveau est de mise, pour la simple raison qu'il existe encore peu de visibilité sur les réserves et la durabilité de ce type d'exploitation.[16] En raison non seulement de ses coûts onéreux d'investissement, mais aussi des conséquences environnementales dommageables. Car depuis la mise en exploitation en 2011 du gaz et pétrole de schiste dans le Dakota du Nord, cette partie des Etats-Unis connaît d'importants dégâts environnementaux[17].
Cependant, les intérêts économiques américains pour la région du golfe de Guinée, ne se limitent pas seulement en termes de pétrole, il existe aussi des minerais.
Sur ce point, la région pour les Etats-Unis, est considérée comme un réservoir des minerais stratégiques. Puisque certains minerais dont recèle le golfe de Guinée, sont recherchés pour les applications liées à l'industrie de défense et dans bien d'autres secteurs. On peut citer le cas du cobalt, utilisé dans les alliages des réacteurs d'avion ou les outils tranchants pour l'usinage; le cuivre pour les torpilles, les essieux ou les soupapes; le nickel, pour l'électronique, le chrome, pour les trains d'atterrissage; la bauxite (aluminium), pour l'ossature des avions; le niobium, pour les réacteurs ou les installations électriques (alliages acier/niobium); le manganèse, pour l'électronique; le platine, pour les contacts électrique. Outre l'importance américaine pour ces différents minerais, il y a aussi le fait pour les Etats-Unis, de faire face à la spéculation de la Chine sur ses terres rares. Car l'empire du milieu en produit à plus de 95% et les Etats-Unis en sont grandement dépendants. Face à cela, les Etats-Unis ont avancé deux options: relancer le minerai de Mountain pass, fermé en 2002 pour des raisons économiques et écologiques. Ce qui fut fait en 2012. Et s'orienter vers d'autres pays producteurs, notamment ceux du golfe de Guinée. L'objectif des Etats-Unis est de ne pas être en rupture de ces minerais très utile pour l'industrie d'armement par exemple.
En effet, l'intérêt pour les Etats-Unis aux systèmes de défense de haute technologie est que le coltan, en plus de son potentiel économique substantiel, est selon l'U.S. Department of Interior, «Strategical», car pour ce département, «*Many of the applications for tantalum are either directly or indirectly defense related*»[18]. Il existe en fait un lien fort entre le coltan et la Défense nationale des Etats-Unis. Les déclarations de U.S. Department for the Interior sont assez révélatrices dans ce sens. Pour ce département, «*To ensure supplies of columbium and*

[15] Sylvain Cypel, «Les Etats-Unis sur la route de l'autonomie énergétique», in *Le monde, Bilan géostratégie*, Hors-série, Edition 2013, p.138.
[16] Christophe Le Bec, «Le pétrole de schiste rebat les cartes jusqu'en Afrique», in *Jeune Afrique* n° 2733, du 26 mai au 1er juin 2013, pp.70-71.
[17] Maxime Robin, «Au Dakota du Nord, les vaches perdent leur queue», in *Le monde diplomatique*, n°713, août, 2013, pp. 22-23.
[18] Larry D. Cunningham, «Columbium (niobium) and tantalum» in *U.S. Geological Survey Minerals Yearbook*, 2001, pp-317-331.

tantalum during an emergency, various materials have been purchased for the NDS [National Defense Stockpile]»[19]. Le schéma ci-après traduit parfaitement le lien entre la Défense nationale américaine et le coltan.



Source: Patrick Martineau, «La route commerciale du coltan congolais: Une enquête», note d'analyse du *Groupe de recherche sur les activités minières en Afrique, GRAMA*, Université du Québec à Montréal (UQAM), mai 2003. Cet article est accessible sur http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/Martineau_coltan.pdf

Il est généralement reconnu que l'Australie, le Brésil, le Canada et le Nigeria sont les plus gros détenteurs du coltan au monde[20]. Cependant, l'enjeu géostratégique des grandes puissances par rapport à ce minerai se trouve en République démocratique du Congo. Ce pays représente à lui seul 80% des réserves mondiales et figure parmi les principaux

[19] Larry D. Cunningham, *op.cit.,* pp-317-331.

[20]Patrick Martineau, «La route commerciale du coltan congolais: Une enquête», note d'analyse du *Groupe de recherche sur les activités minières en Afrique, GRAMA*, Université du Québec à Montréal (UQAM), mai 2003. Cet article est accessible sur http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/Martineau_coltan.pdf

producteurs mondiaux. Les Etats-Unis, mais aussi l'Europe, sont parmi les consommateurs importants de ce minerai en raison de son apport substantiel dans la haute technologie. Aussi, est-il est intéressant de relever que la technologie portant sur la transformation du coltan, n'est maîtrisée que par une poignée d'entreprises dans le monde, avec une domination de l'allemande *H. C. Strack* (une division de *Bayer AG*) et de l'américaine *Cabot Corp.* Ces entreprises raffinent à elles seules entre 75 et 85% du tantale mondial[21].

Outre le coltan qui revêt une importance stratégique pour les Etats-Unis et dont la République démocratique du Congo au niveau du golfe de Guinée est l'un des pourvoyeurs mondiaux, il y a également le cobalt. Chaque avion de combat américain utilise près d'une demi-tonne de cobalt[22]. Les Etats-Unis sont l'un des plus grands demandeurs de ce minerai dont la production mondiale est de près de 50.000 tonnes par an[23] avec plus d'un quart pour le seul compte de la République démocratique du Congo qui est l'un des fournisseurs majeurs des Etats-Unis. Le cobalt, tout comme le coltan, est très prisé dans de nombreux secteurs aux Etats-Unis. D'où les investissements des entreprises américaines dans le secteur minier en RDC. A l'exemple de la Freeport-McMoRan Cooper& Gold et sa compatriote Lundin Mining qui exploitent les mines au niveau du site de Tenke Fungurume Mining (TFM), à 75 km au nord de Lubumbashi[24].

C'est autant dire que les ressources naturelles de la région du golfe de Guinée, représentent des enjeux géopolitiques pour les Etats-Unis. Ces enjeux sont encore plus évidents au niveau environnemental avec le rôle majeur que joue les cinq pays (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale et République démocratique du Congo) du golfe de Guinée, membres considérables des pays du Bassin du Congo, dans la régulation du réchauffement climatique dans le monde. C'est cinq pays représentent à eux seuls plus de 70% de la couverture forestière du continent africain et abritent une grande partie de la biodiversité de celui-ci[25]. C'est en cela qu'en septembre 1995, l'intérêt des Etats-Unis pour les forêts de ces pays, va officiellement se manifester, lorsque le gouvernement fédéral par le canal de l'Agence américaine pour le développement international (USAID), lance le Programme Régional pour l'environnement en Afrique centrale (CARPE). L'objectif du CARPE est de réduire le taux de dégradation des forêts et de perte de la biodiversité dans le Bassin du Congo, en augmentant sur le plan local, national et régional, la capacité de gestion des ressources naturelles. Et cela passe par des campagnes de sensibilisation, la formation des hommes, la réduction de la pauvreté à travers des micro-projets, afin de préserver les ressources biotiques nécessaires au développement durable. Pour marquer leur intérêt pour les forêts du Bassin du Congo, les Etats-Unis dans le cadre d'un Partenariat pour les forêts du Bassin du Congo (PFBC), partenariat qui regroupe les Etats, les ONG et les entreprises du secteur privé,

---

[21] Patrick Martineau, «La route commerciale du coltan congolais: Une enquête», note d'analyse du *Groupe de recherche sur les activités minières en Afrique, GRAMA*, Université du Québec à Montréal (UQAM), mai 2003. Cet article est accessible sur http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/Martineau_coltan.pdf

[22] Christophe-Alexandre Paillard, «La question des minerais stratégiques, enjeu majeur de la géoéconomie mondiale», in *La revue Géoéconomie*, n°59, automne, Paris, Choiseul, 2011, pp.17-32.

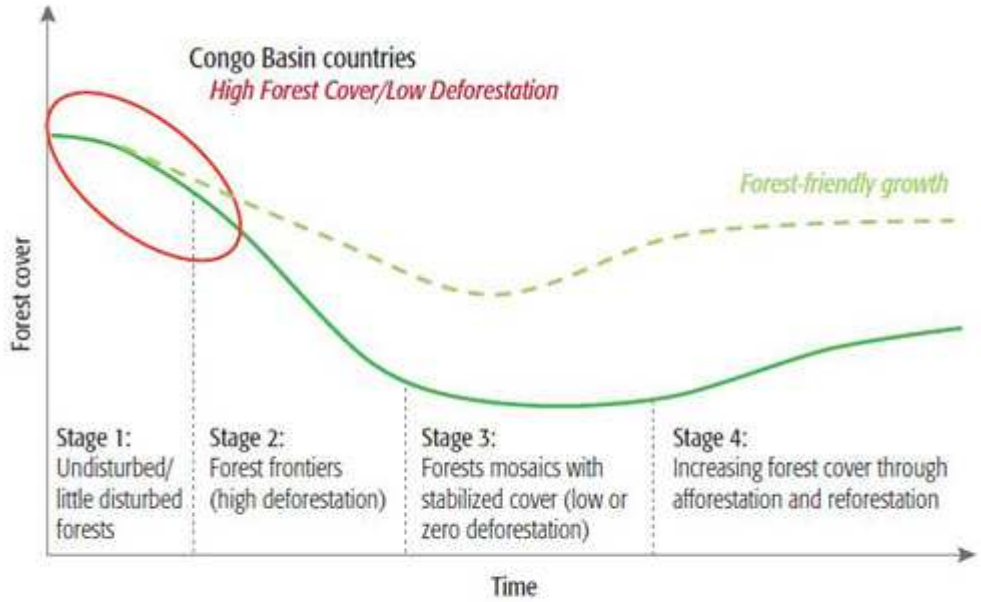
[23] *Idem*

[24] Philippe Perdrix, «Du cuivre comme s'il en pleuvait», in *Jeune Afrique*, n°2681, du 27 mai au 2 juin 2012, pp.74-75.

[25] Carole Megevand avec la collaboration de Aline Mosnier, Joël Hourticq, Klas Sanders, Nina Doetinchem et Charlotte streck, «Dynamiques de déforestation dans le bassin du Congo, réconcilier la croissance économique et la protection de la forêt», Washington DC, La Banque mondiale, 2013, p.29.

s'engageaient en 2002, d'apporter une contribution de 53 millions de dollars sur quatre ans, pour aider les pays de la région, à protéger leurs immenses forêts, utiles pour la survie de l'humanité.

Car nonobstant la déforestation qui touche le paysage forestier du Bassin du Congo, les pays de cette zone sont encore à la première étape (couverture forestière élevée) de la *transition forestière*, une théorie avancée en 1992 par Alexander Mather chercheur au département de géographie de l'Université Aberdeen en Ecosse. Selon cette théorie, dans les premières étapes du développement, un pays dispose encore d'une couverture forestière élevée, donc une faible déforestation. La couverture forestière commence à diminuer au fur et à mesure que le pays suit le cours du développement, jusqu'à atteindre une couverture forestière minimale. Ayant pris conscience du danger, les pouvoirs publics ralentissent la déforestation et la couverture forestière tend à reprendre en même temps que l'économie se diversifie et dépend de moins en moins de la forêt et des ressources naturelles. Adaptée aux pays du Bassin du Congo, la théorie peut schématiquement se lire de la manière suivante.



Source: Adapted from Angelsen, 2008. The dotted line illustrates what "forest-friendly" growth could look like.

C'est ainsi que selon les différentes étapes de la figure ci-dessus, si l'on venait à comparer les pays du Bassin du Congo à d'autres région du monde, ces pays sont toujours à la première étape de la transition forestière. Ceux arrivés à la deuxième étape, telles que certaines parties du Brésil, de l'Indonésie et du Ghana, ont de vastes tranches de forêt présentant, aux frontières de la forêt, de forts taux de déforestation dus principalement à l'expansion des terres arables et des pâturages associée à la colonisation. Les pays qui sont à la troisième étape ont une faible déforestation et une faible couverture forestière caractérisée par des mosaïques forestières et des zones forestières stables. Dans ces pays, tels que l'Inde, même s'ils étaient forts au départ, les taux de déforestation se sont stabilisés parce que les forêts ont été largement déboisées et que des politiques de protection ont été mises en place.

D'autres pays, comme le Vietnam et la Chine, ont atteint l'étape quatre**,** où leur couverture forestière augmente grâce au boisement et au reboisement[26].

C'est pour ainsi dire que les pays du Bassin du Congo, sont dans une situation bien meilleure que certaines parties du monde. Qu'à cela ne tienne, la construction des infrastructures, l'exploitation du bois, l'extraction pétrolière, les conflits armés, la croissance démographique, tous ces éléments sont de nature à faire basculer ces pays vers des étapes suivantes. D'où l'inquiétude des Etats-Unis qui avaient formulé le vœu de financer ces pays pour la préservation de leur forêt. Raison pour laquelle, le 24 juillet 2003, devant la commission sénatoriale des Affaires étrangères, le Sous-secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines, Walter Kansteiner déclarait, «*Les forêts du bassin du Congo constituent un trésor mondial qui est situé dans une région au grand potentiel, mais en proie à de graves difficultés [...]. Le sort de ces forêts est inextricablement lié aux questions de gouvernance, de paix nationale et régionale, de sécurité et de croissance économique*»[27] et de compléter, «*Elles sont importantes pour l'Afrique et pour le monde à trois titres au moins: l'un des poumons du globe, elles sont aussi un riche réservoir de biodiversité et une source de revenu pour des millions de personnes. Ce qui a alors poussé les Etats-Unis à projeter leur vision sur cette région qui tient en partie le destin du monde entre ses mains*»[28]. Car, pour M. Kansteirn, «*la forêt du bassin du Congo est un sujet auquel les Etats-Unis s'intéressent passionnément*»[29]. Edward Royce en 2004, à l'époque président de la sous-commission des affaires africaines de la chambre des Etats-Unis, notait pour sa part: «*Les forêts du Bassin du Congo font l'objet d'une exploitation toujours accrue. Il y a dix ans encore, elles étaient pratiquement vierges. Aujourd'hui, elles diminuent sous l'effet des opérations de déboisement*»[30]. Et d'ajouter, «*si rien n'est fait, la plupart des espèces de grands singes, de grandes antilopes et d'éléphants auront disparu du Bassin du Congo. Certaines espèces s'éteindront*»[31].

Pour les Etats-Unis, grand consommateur d'énergie et parmi les grands pollueurs au monde, le fait de financer ces pays, constitue là un moyen d'équilibre écologique qui consiste à compenser leur pollution par la protection de manière durable des ressources du Bassin du Congo. D'où la coopération entre les Etats-Unis et ces pays. Les termes clairs de ce partenariat sont tels que, d'un côté le gouvernement américain s'engage à financer les pays dudit bassin dans le secteur de l'environnement, de l'autre côté ces derniers ont l'obligation de gérer de manière rationnelle et pérenne leurs espaces naturels.

Les forêts du Bassin du Congo sont d'une envergure géostratégique ce qui en fait l'une des plus convoitées du monde par les grandes puissances, notamment les Etats-Unis et la France. La tournée sous-régionale effectuée en juin 2013 au Gabon, Cameroun, RDC et Congo, par l'envoyé spécial du président Français François Hollande, pour la protection de l'environnement, Nicolas Hulot; tournée qui avait pour mission de recueillir, des

---

[26]Carole Megevand avec Aline Mosnier, Joël Hourticq, Klas Sanders, Nina Doetinchem et Charlotte streck, *op.cit.,* p.57.

[27] Propos du Sous-secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines, Walter Kansteiner, tirés de l'article «Les Etats-Unis s'intéressent passionnément à la protection des forêts du bassin du Congo», accessible sur http://iipdigital.usembassy.gov/st/french/texttrans/2003/03/20030311161823ecalp0.0325281.html#axzz2gqTepNh1

[28] *Idem*

[29]*Idem*

[30] Tiré de l'article «promulgation prochaine de la loi sur la protection du bassin du Congo», accessible sur http://iipdigital.usembassy.gov/st/french/article/2004/02/20040205165519maeirabat1.029605e-02.html#axzz2k3gI0X7a

[31] *Idem*

informations relatives à la situation environnementale dans la région des forêts du Bassin du Congo, notamment sur la problématique des éléphants de cette région massacrés par des braconniers qui les revendent ensuite en Asie, notamment en Chine, en Thaïlande et même en Corée du Nord. Cette tournée avait sonné comme une mise en garde pour Washington qui s'implique fortement dans la région au point de vouloir faire d'elle, sa chasse gardée en matière environnementale. Certes les ONG européennes sont peut-être les plus nombreuses, mais les américaines, les plus puissantes financièrement. En effet, l'objectif des Etats-Unis est d'éviter que la région leur échappe et ne passe sous le contrôle environnemental d'une autre puissance.

L'activisme américain dans la région est bien réel. Aussi bien à travers des canaux officiels de la diplomatie c'est-à-dire entre le gouvernement américain et ceux des pays du Bassin du Congo, qu'à travers la présence des O.N.G. A ce propos, les Etats-Unis disposent au niveau du Bassin du Congo, des O.N.G. de «surveillance», à l'exemple de la *Wildlife Conservation society* (WCS) pour aider les gouvernements en place à gérer leur écosystème. C'est dans cette partie du continent, notamment au Gabon que WCS, dispose de son plus gros programme dans le monde avec environ 150 à 200 salariés et des dotations d'environ 4 millions de dollars[32]. En 2011, le gouvernement congolais par le biais du ministère du développement durable, de l'économie forestière et de l'environnement, a signé avec l'O.N.G. américaine *Congo Conservation Company*, une convention pour une durée de 25 ans de concession, du développement de l'éco-tourisme dans le parc d'Odzala. En juillet de la même année, un autre accord relatif au parc national d'Odzala-Kokoua (Pnok) a été signé entre l'O.N.G. américaine *Congo Conservation Company*, et le ministère congolais du tourisme et de loisir. L'accord a pour objectif, la mise en valeur de concessions d'exploitation écotouristiques et de gestion cynégétique situées dans les zones d'écodéveloppement du Pnok (plus de 1,35 million d'ha) et du sanctuaire de Lossi (35000 ha). Dans le cadre de ces accords, l'O.N.G. américaine s'était engagée à investir à hauteur de 2,5 millions d'euros pour le développement et l'exploitation commerciale des infrastructures de tourisme et d'écotourisme dans ce pays. Elle a par ailleurs décidé d'investir 5% de son chiffre d'affaires dans un fonds destiné au développement des populations locales[33]. D'autres O.N.G. encore comme United States of America Fish and Wildlife Service (USFWS), soutiennent les projets qui portent sur la conservation de la faune sauvage. Sa collaboration porte sur les problèmes de sécurité (menace) de la faune. Elle fournit un support technique aux agences gouvernementales et soutien le renforcement des capacités des individus et des institutions pour la conservation. Elle subventionne également les projets de conservation de la faune sauvage dans le cadre du fonds pour la conservation des espèces multinationales (Grands éléphants, tortues marines…). Ella a par ailleurs signé en collaboration avec le gouvernement gabonais, un accord avec l'Agence Nationale des Parcs Nationaux (ANPN) pour améliorer les capacités des aires protégées au Gabon. Ce type d'accord existe aussi avec la Trinational de la Sangha (Cameroun, Congo et la République centrafricaine) et le parc national de Virunga en République démocratique du Congo. La Smithsonian Institution quant à elle a une mission au Gabon, celle d'accroître les connaissances sur la biodiversité du pays, de contribuer au renforcement des capacités d'acteurs dans la conservation, d'évaluer les

[32]Georges Dougueli, «Gabon, Lee White: Chercheur blanc, Cœur vert», article accessible sur http://www.jeuneafrique.com/Articles/Dossier/ARTJAJA2627p102-103.xml0/gabon-environnement-marc-ona-essangui-unescolee-white-chercheur-blanc-coeur-vert.html

[33]Muriel Devey, «Premier partenariat public-privé dans l'écotourisme», in *Jeune Afrique*, n°2640-2641, du 14 au 27 août 2011, p. 94.

menaces pesant sur la biodiversité, de diminuer l'impact des opérations industrielles et d'autres activités humaines sur l'environnement, de sensibiliser le public à la conservation, d'appuyer le développement de l'écotourisme et de diffuser les connaissances scientifiques au plus large public possible. Des services publics américains sont aussi à pied d'œuvre dans le Bassin du Congo, L'U.S. Forest Service (USFS) qui est le principal service forestier des Etats-Unis et gère plus de 80 millions d'hectares des terres de forêts et de savanes publiques aux Etats-Unis, apporte son expertise dans environ 20 pays en Afrique, notamment dans les pays du Bassin du Congo. Principalement dans l'assistance et le renforcement des capacités techniques. Il s'agit entre autres de la planification sur l'utilisation des terres, zonage et inventaire des forêts. La NASA pour sa part apporte son soutien dans le cadre de l'information géospatiale et la cartographie et ce en collaboration avec l'Université de Maryland et d'autres partenaires.

Il est donc clair que les Etats-Unis disposent dans la région un nombre important d'O.N.G. en matière de protection de l'environnement. S'il est bien vrai qu'il existe des O.N.G. nationales ou locales dans le cadre de la conservation de la biodiversité, il n'est pas inutile de souligner que la plupart d'entre elles sont subventionnées par des ONG internationales notamment américaines. Les O.N.G. comme CARE, CI, WRI, WWF, WCS, se sont associées avec les agences fédérales américaines telles l'African Wildlife Foundation (AWF), United States of America Fish and Wildlife Service (USFWS), United States of America Department of Agriculture-Forest Service (USDA-FS) pour l'exécution du Programme CARPE. Et le CARPE est le canal de financement du gouvernement des Etats-Unis dans le cadre du partenariat pour les forêts du Bassin du Congo.

Les investissements américains par le canal des organismes publics et des O.N.G, démontrent la volonté des Etats-Unis de se positionner en leader dans cette région et tirer profit des enjeux environnementaux qu'elle suscite. Ce qui justifie les enjeux géostratégiques que représente cette région pour eux.

Sur le plan géostratégique, les Etats-Unis cherchent à contrôler et à sécuriser les routes maritimes du golfe de Guinée. Non seulement parce qu'il s'agit des points de passage des flottes commerciales, mais aussi le fait que l'espace maritime de cette région regorge outre les ressources halieutiques, un fond marin recelant d'importantes réserves des minerais encore inexploité, à l'exemple des nodules polymétalliques qui se trouvent sur le lit océanique à savoir le manganèse, le cobalt, le nickel, etc. En réalité, derrière la lutte contre la piraterie maritime, se cache d'autres enjeux. Car pour les Etats-Unis, il est nécessaire d'assurer la liberté des mers, et donc l'ouverture des marchés afin d'avoir accès aux ressources. Pour parvenir à leur fin, il faut contrer l'offensive des puissances émergentes (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), en l'occurrence celle de la Chine et réduire l'influence des puissances traditionnelles (anciennes puissances coloniales), notamment la France, qui sont les deux puissances les plus présentes dans la région.

A propos de la Chine, la présence de cette dernière dans la région est visible et très significative. Les Chinois sont présents dans tous les secteurs d'activités du golfe de Guinée. Ils se sont véritablement installés et intégrés dans ces sociétés de la côte ouest africaine. Cela dit, Il est très courant de rencontrer dans les rues de Kinshasa, Libreville, Brazzaville ou Yaoundé, des enfants issus d'un mariage entre un Chinois et une africaine, originaire du golfe de Guinée. Les Chinois composent et chantent dans les langues locales, comme c'est le cas du *Makossa*, un genre musical très populaire au Cameroun. Ce rapprochement entre Chinois et Africains peut sembler embêtant pour les Etats-Unis qui y voient une facilité pour

la Chine d'accéder à certains marchés dans la zone. En effet, Il n'y a aucune raison de mettre en doute l'affirmation de Valérie Niquet, chercheuse à la Fondation pour la recherche scientifique, selon laquelle, la politique africaine de la Chine, notamment dans le golfe de Guinée, s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de contournement ou d'affaiblissement des puissances occidentales, principalement des Etats-Unis[34]. Depuis 2001 en effet, l'offensive chinoise sur le continent a connu une expansion rapide dans le domaine économique, en se concentrant sur les riches ressources naturelles de l'Afrique, auxquelles ont aussi besoin les pays occidentaux, pour alimenter sa croissance intérieure[35]. En effet, les Etats-Unis se voient de plus en plus talonnés par la Chine dans le golfe de Guinée dans plusieurs domaines. Outre le secteur des infrastructures, où elle est fortement signalée, la présence de la Chine dans le golfe de Guinée est remarquable aussi au niveau des secteurs de pétrole et du bois.

Dans les pays du golfe de Guinée, la Chine se place de plus en plus au second rang des importateurs de pétrole, derrière les Etats-Unis[36]. Le tiers du pétrole de la Guinée Equatoriale est exporté vers les Etats-Unis et le quart en Chine. En Angola, la Chine et les Etats-Unis se disputent également les ressources pétrolières. Les sociétés américaines sont présentes depuis plus de deux décennies, et la moitié du pétrole angolais part aux Etats-Unis. Mais la Chine est devenue également un acteur majeur, achetant le tiers de la production du pays.

S'il existe un autre secteur qui inquiète les Etats-Unis sur la présence chinoise dans la région, en dehors du pétrole, c'est bien celui du bois. La bataille sur ce point est bien claire. Quand bien même, comparativement au pétrole et aux minerais les enjeux sur l'exploitation du bois sont moins importants, sinon inexistants pour les Etats-Unis dans la région, cependant, ces derniers sont tout de même inquiets du comportement de la Chine en matière de l'exploitation du bois dans la zone. En effet, le gouvernement américain s'est engagé à apporter des contributions aux pays du Bassin du Congo, pour gérer parcimonieusement leurs essences forestières; inversement, la Chine procède à des exploitations massives et sauvages des forêts du Bassin du Congo. La réaction américaine consiste donc à veiller aux mouvements des grumes entre les pays du Bassin du Congo, particulièrement ceux du golfe de Guinée et la Chine. Lorsqu'on sait l'engagement financier pris par les Etats-Unis dans le cadre de la préservation des forêts du Bassin du Congo, ceci peut être considéré par Washington comme un véritable sabotage de la part de Pékin. Car, pour Charles B. Rangel, l'élu démocrate à la chambre des représentants, «*Les investissements chinois en Afrique sont extrêmement préoccupants. Les entreprises d'Etat chinoises ne respectent aucune norme environnementale ou sociale. Leurs activités d'extraction de matières premières contribuent à la destruction des écosystèmes. Leurs investissements sans conditions sapent aussi les efforts de transparence, de bonne gouvernance et de gestion saine des ressources naturelles en Afrique*»[37].

Par ailleurs, la présence de la Chine dans le golfe de Guinée, est aussi signalée dans le domaine militaire, avec la présence des attachés militaires dans les ambassades chinoises de

---

[34] Valérie Niquet, «La stratégie africaine de la Chine», in *politique étrangère*, 2006, n°2, pp. 361-374.

[35] Yun Sun, «China in Africa: implications for U.S. Competiton and Diplomacy», in Africa Growth Initiative at Brookings, Washington, D.C., March 2013. pp.6-7.

[36] *Idem*

[37] Ces propos sont tirés de l'interview que Charles B. Rangel, a accordé à Jean-Eric Boulin de l'hebdomadaire panafricain Jeune Afrique, n°2683, du 10 au 16 juin 2012, p. 66.

la région. Ces attachés militaires servent souvent de relais entre la Chine et ces pays dans le cadre de la coopération militaire. Le militarisme chinois dans le golfe de Guinée était déjà signalé dans les années 1970, avec l'aide militaire chinoise aux hommes de Jonas Savimbi, dont le mouvement armé, l'UNITA était en guerre contre l'autorité coloniale portugaise et contre le régime de Luanda. On pourrait multiplier les exemples. La Chine a signé un accord de fourniture militaire, notamment des hélicoptères à l'Angola[38]. La coopération militaire s'est considérablement renforcée avec le Congo dont le chef d'Etat-major s'était rendu en Chine en 2005 pour signer un accord de coopération militaire[39]. La Chine participe dans le cadre de la brigade d'intervention de l'ONU à l'est de la RDC. En janvier 2003 déjà, un premier contingent a été envoyé en RDC dans le cadre de la MONUC[40], Mission des Nations unies au Congo pour des opérations de reconstruction et de surveillance. La Chine assure la formation des soldats de la RDC à la base militaire de Kamina. Il faut cependant dire que tout ce militarisme de Pékin est une façon de défendre les intérêts miniers de la Chine en République démocratique du Congo. Aussi, s'agit-il pour elle de tester l'efficacité de son matériel et de ses hommes sur le champ africain. Du côté des Etats-Unis, il se discute aussi depuis peu, des projets d'implantation d'une base militaire dans la région des Grands Lacs[41]. Cependant, cette rivalité dans le golfe de Guinée, notamment dans le secteur de la défense, risque de conduire les deux puissances à une surenchère perpétuelle qui peut constituer un facteur potentiellement déstabilisateur pour la région.

Sur un tout autre plan, l'ouverture des instituts Confucius dans les Universités de Yaoundé II au Cameroun et Marien Ngouabi au Congo, peut être embarrassante pour les Etats-Unis. Quand bien même le Mandarin n'est pas à même de rivaliser avec l'Anglais, cependant, il est le signe d'un *soft power* chinois dans la région.

Pour réduire l'influence de la France dans le golfe de Guinée, les Etats-Unis estiment que l'un des moyens pouvant permettre aux entreprises américaines de bénéficier certains marchés dans cette zone, c'est de favoriser l'alternance démocratique qui est une denrée politique très rare dans la région. Outre le Nigeria et Sao Tomé et Principe, où il y a des alternances de façon régulière, le reste des pouvoirs dans la région ont une longévité de plus de dix ans, voire de plus d'un quart de siècle. Cas de l'Angola, de la Guinée Equatoriale et du Cameroun où les présidents sont aux affaires respectivement depuis 1979 pour les deux premiers et 1982 pour le troisième. Pour Washington, la longévité de ces présidents au pouvoir a contribué au renforcement des liens entre les hommes d'affaires français et ces chefs d'Etat auxquels ils ont des entrées faciles dans les palais. Pour les Etats-Unis, seul le respect des principes démocratiques pourrait favoriser une véritable alternance dans ces pays. En effet, l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle classe dirigeante serait alors perçue comme l'un des facteurs pouvant davantage inciter la diversification des partenaires. Car, les relations que les dirigeants du golfe de Guinée, au pouvoir depuis plus de deux décennies entretiennent avec la France, sont de nature à faire perdre aux Etats-Unis certains marchés dans la région. Il s'agit parfois des relations très personnelles au haut niveau, se transformant quelques fois en réseaux. Ce qui ne facilite pas les choses pour les Etats-Unis. Parce que, jusqu'à une époque donnée, certains hommes d'affaires américains, considéraient certains pays

[38] Valérie Niquet, *op.cit.,* pp. 361-374.

[39] *Idem*

[40] *Idem*

[41] Remy harrera et Joëlle Cicchini, «Notes sur les bases et les effectifs militaires états-uniens à l'étranger», Documents de travail du centre d'économie de la Sorbonne, Maison des Sciences économiques, Université Paris 1 panthéon-Sorbonne, Paris, 2013, p.3.

pétroliers africains francophones, comme des zones difficiles de pénétration en raison de l'influence française sur ces Etats. Les déclarations de Stephen Hayes en 2008, alors président du *Corporate Council on Africa* contenu dans le texte de l'encadré ci-dessous, exprime bien l'idée que les hommes d'affaires américains se font des relations franco-africaines.

Encadré: A la conquête des territoires francophones

Quand je suis arrivé au Corporate Council on Africa entant que numéro deux, des responsables d'entreprises américaines m'avaient laissé entendre que ce serait une perte de temps que de vouloir faire des affaires avec l'Afrique francophone. «Les Français font tout pour mettre les sociétés américaines à distance», me disait-on. Les plaintes étaient nombreuses. Elles portaient sur la corruption, le contrôle exercé par les Français sur des ministres importants et, bien entendu sur la barrière linguistique. Dans le même temps, le président Chirac considérait les Américains comme des «pleurnichards» ou du moins, c'est ce que nous pensions. Comme il l'avait dit en français, nous n'en étions pas vraiment sûrs. Il y avait probablement un fond de vérité dans ce que rapportaient les entreprises. Dès qu'il s'agissait d'un pays francophone, nous trouvions tout un tas de raisons pour ne pas nous lancer. La présence des Français était synonyme de corruption. L'Afrique était déjà un défi conséquent sans compter les Français. Néanmoins, quelques Américains ont réussi les affaires en Afrique francophone. Nous ne les avons jamais pris en exemple, mais plutôt considérés comme des exceptions, voire comme des corrompus. Et puis il y avait toujours cette satanée langue française à apprendre. Alors nous avons laissé cette partie du continent aux Français. Du moins c'est ce que nous avons cru. Très vite, il est arrivé des choses étranges. L'Afrique francophone a vu apparaître des acteurs non français. Chinois, arabes, indiens, israéliens et bien d'autres nationalités encore…Je me suis dit alors que le président Chirac en savait plus sur nous que nous ne le pensions: nous étions bien pleurnichards quand il s'agissait de commercer avec l'Afrique francophone. La question de l'or noir a alors fait son apparition. Et avec elle, les compagnies pétrolières américaines. Lorsque l'Afrique de l'ouest, en grande partie francophone, s'est retrouvée sur le devant de la scène, les seigneurs du pétrole ont débarqué. Tout à coup, il a semblé possible de parler affaire avec l'Afrique francophone. Dans le secteur des nouvelles technologies de l'information et de la communication, Oracle se fait une place. Une fois que l'Amérique découvre un marché, la barrière linguistique n'est plus tout à fait un obstacle. Mais la langue a encore un impact sur les affaires, aussi cherchons-nous des locuteurs francophones pour nous représenter. Des Américains apprennent même le français. Autre défis: comprendre les systèmes juridiques locaux, les différentes cultures…et bâtir des relations avant de conclure un marché. Les temps changent. Les pionniers américains en Afrique francophone ont travaillé dur pour y parvenir. Un peu lents à la détente pour comprendre l'Afrique francophone, ils commencent à y entrer de la bonne manière. Tardivement, c'est vrai. Néanmoins, le marché se développe à mesure que les infrastructures s'améliorent. Nous devrions être reconnaissants vis-à-vis des Chinois et des autres acteurs qui les ont construites. Toutefois, il reste du pain sur la planche. Pour que les grandes entreprises américaines, en dehors du secteur pétrolier, s'engagent davantage, il est indispensable de mettre en œuvre une régionalisation et une harmonisation des systèmes. Une fois cela fait, l'Afrique de l'Ouest sera un marché intéressant. L'Afrique a encore beaucoup à faire, mais nous commençons à comprendre que nous avons nous même crée des obstacles, dont certains sont directement liés à nos craintes, notre méconnaissance et notre arrogance. Une fois que nous aurons vraiment surmonté nos peurs, nous serons à mesure de nous imposer. Nous avons beaucoup à entreprendre dans notre propre pays si nous voulons vraiment nous investir sur le continent. Mais je suis sûr que les Américains seront là plus vite qu'on ne le pense.

Source: jeune Afrique du 10 au 16 juin 2012, «A la conquête des territoires francophones», p.72.

Pour pallier cela, les Etats-Unis mettent alors en place des stratégies pour attirer les pays du golfe de Guinée, afin d'accroître leur influence au détriment de la France. L'une des stratégies mise en place est le *soft pow*er. Les Etats-Unis procèdent en effet au desserrement de la politique de visa à l'endroit des étudiants de la Région. Ainsi, à partir du début des années 2000, de nombreux étudiants originaires du golfe de Guinée, ont préféré partir étudier aux Etats-Unis qu'en France où l'obtention d'un visa d'étude relève d'un véritable parcours de combattant. C'est aussi l'une des stratégies de pénétration des Etats-Unis dans le golfe région, pour avoir accès aux marchés. En fait l'objectif sur ce point est d'accroître la compétitivité des Etats-Unis au détriment de la France, tout en alimentant un bassin de futurs dirigeants et de décideurs amis des Etats-Unis dans le golfe de Guinée.

Par ailleurs, autant les Etats-Unis luttent contre la piraterie maritime par la formation du personnel militaire et maritime local, autant la France procède aux mêmes types de formation avec sa mission Corymbe aux objectifs similaires que ceux des Etats-Unis, dans la

même région. Il faut toutefois relever que l'épuisement des ressources naturelles terrestres, renforcerait leurs intérêts stratégiques des ressources sous-marines de cet espace. Car comme nous l'avions souligné plus haut, les eaux maritimes du golfe de Guinée abritent également un gisement de ressources minérales et biologiques. Aussi, la mer pourrait-elle devenir une des premières réserves d'énergie renouvelables dans les vingt premières années avenir. Cela dit, le golfe de Guinée fait parties des zones maritimes les plus prometteuses du XXIe siècle, au même titre que la mer caspienne, le Brésil et le Mexique.

C'est le mélange de tous ces enjeux, pétrole, minerais stratégiques, espace maritime, forêts, etc. qu'avait été pensé en 2007, l'implantation dans le golfe de Guinée au niveau de Sao Tomé et Principe, d'une base militaire pour toute l'Afrique, l'Africom. Malheureusement, sous la pression des pays de la région, Sao Tomé et Principe qui ne pèsent pas diplomatiquement dans le golfe de Guinée, en raison de sa faible taille (1000 km^2) et son faible poids économique (PIB par hab: 1100 €) et démographique (215.000 habitants), avait décliné l'offre de proposition américaine pour abriter cette base. Qu'à cela ne tienne, s'il est clairement établit que l'objectif de cette base qui a son quartier général à Stuttgart en Allemagne, est de sécuriser les investissements américains et de lutter contre le terrorisme dans la région, il existe des raisons bien plus profondes. En 2007 en effet, Peter Pham, un des conseillers aux Départements d'Etat et à la Défense, notait que *«parmi les buts ultimes de l'Africom, était le but de protéger les accès en hydrocarbures et autres ressources stratégiques dont l'Afrique est riche, une tâche qui incluait de s'assurer contre la vulnérabilité de ces richesses naturelles et de s'assurer qu'aucunes tierces parties comme la Chine, l'Inde, le Japon ou la Russie, ne puissent obtenir un monopole ou des traitements de faveur»*[42]. Et il ajoutait, «*Ces ressources et richesses naturelles font de l'Afrique une cible facile pour les attentions de la République Populaire de Chine, dont la dynamique économique… a une soif quasi insatiable de pétrole et de besoins pour d'autres ressources naturelles. La Chine importe à l'heure actuelle approximativement 2,6 millions de barils de pétrole brut par jour, environ la moitié de cette consommation, de l'ordre de 765 000 barils par jour, environ un tiers de ses importations, proviennent de ses sources africaines, spécialement du Soudan, de l'Angola et du Congo (Brazzaville). Est-ce étonnant donc par conséquent qu'aucune région du monde autre que l'Afrique ne rivalise avec l'intérêt stratégique de la Chine ces dernières années… De manière intentionnelle ou non, beaucoup d'analystes attendent que l'Afrique, spécifiquement les états du long de sa très riche côte occidentale, va devenir le théâtre d'une concurrence stratégique entre les Etats-Unis et sa seule réelle concurrence à l'échelle globale, la Chine, alors que les deux pays cherchent à étendre leur influence et sécuriser l'accès aux ressources*»[43].

Les ambitions des Etats-Unis pour le golfe de Guinée et ses ressources naturelles passent donc par la sécurité de cette région. Cela peut se remarquer par l'envoie en octobre 2015 du président Barack Obama de 300 soldats américains aux côté de l'armée camerounaise, afin d'aider celle-ci à lutter contre la secte islamique Boko Haram, devenue depuis mars 2015, l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest. Pour les Etats-Unis, cette région est vitale. Et sa stratégie maritime en vue de la contrôler, peut se lire en six objectifs:

---

[42] Ceci est la traduction tirée de F. William Engdahl, «China and the Congo wars: Africom. America's New Military Command», November 26, 2008, article accessible dans http://www.globalresearch.ca/china-and-the-congo-wars-africom-america-s-new-military-command

[43] *Idem*

-Le prépositionnement: il s'agirait en fait d'une présence militaire avancée dans une aire de menace. Ce prépositionnement permettrait aux militaires américains de se familiariser avec l'environnement afin de mieux connaître le terrain en cas de crise. Aussi, s'agirait-il également d'avoir des contacts avec des personnalités et les acteurs régionaux. Bien plus, cela permettrait de combattre des actes tels que le terrorisme aussi loin que possible des rivages américains.
-La force de dissuasion: Il s'agirait d'une force de frappe dont le but est de décourager l'ennemi.
-Le contrôle des mers: Il est question ici d'avoir la capacité d'opérer et de manœuvrer en mer afin d'avoir la liberté d'accès aux ressources naturelles dans le but d'empêcher qu'un adversaire ne perturbe la chaîne d'approvisionnement en essayant de bloquer la voie maritime. Il s'agirait donc non seulement de maîtriser la mer, mais également l'adversaire afin de l'empêcher d'attaquer ou de gêner les mouvements des Etats-Unis dans la région.
-La projection de puissance: Il est important de distinguer ici entre projection de force, lorsqu'il s'agit d'envoie des troupes au sol sur le théâtre d'opération dans le cas contraire, on parle de projection de puissance. Ensemble des interventions hors des frontières nationales. En clair, une capacité à se projeter au-delà de sa périphérie immédiate.
-La sécurité maritime: le maintien des forces en mer serait essentiel pour faire face à des menaces telles que la piraterie, le terrorisme, la prolifération d'armes, le trafic de drogue et d'autres activités illicites.
-L'aide humanitaire: en cas de crise, les militaires américains, pourraient facilement acheminer de l'aide à la population de la région et d'évacuer leurs propres ressortissants vivant dans la zone.

Conclusion

De manière générale, pour contrôler le golfe de Guinée et ses ressources naturelles, la stratégie militaire des Etats-Unis, vise à appréhender l'ensemble des espaces: terrestre, aérien et maritime. Il s'agirait pour les Etats-Unis, de s'aménager une possibilité de circulation dans les aires d'atterrissage ou d'accostage, afin avoir accès à ce marché de matières premières (pétrole, uranium, coltan cobalt, cuivre, bauxite, etc.) et de contrôler les richesses du fond des mers et des océans. Il se dessine alors un format géopolitique qui pourrait permettre aux Etats-Unis de façonner (*shape*) un espace de sécurité conforme à leur vision du monde, de dissuader (*deter*) et de répondre (*respond*) aux crises même lorsqu'il n'y a aucune présence permanente ou aucune infrastructure dans la région[44].
Mais le danger pour les pays du golfe de Guinée est que si les autres pays, la France et la Chine, en plus des Etats-Unis, se lancent aussi dans cette projection de puissance dans la région, nous risquerons d'assister à une véritable course à la mer et les ambitions d'appropriation de cet espace maritime par les uns et les autres, pourraient créer des risques supplémentaires d'instabilité voire des tensions interétatiques.

[44] Tanguy Struye de Swielande, *La Chine et les grandes puissances en Afrique*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, 2010, p.94.